

# Stabiliser la frontière entre la Macédoine, le Kosovo et la Serbie

## Description

**Opposant entre 1996 et 1999 l'UCK et l'Armée fédérale yougoslave, la guerre au Kosovo, alors une province de la République fédérale de Yougoslavie, a déstabilisé les zones frontalières des pays voisins, notamment le sud de la Serbie et le nord de la Macédoine où sont installées d'importantes communautés d'ethnie albanaise.**

Depuis les guerres de Yougoslavie dans les années 1990 et la rébellion de la minorité albanaise lassée du régime en 2001, la stabilité extérieure et intérieure de la Macédoine, du Kosovo et de la Serbie demeure dépendante de la consolidation de leurs zones frontalières. Les différents acteurs internationaux engagés dans les pays tentent de relever ce défi dans une région qui se caractérise par un enchevêtrement de populations aux identités multiples animées par des revendications nationales et territoriales contradictoires. Les acteurs nationaux et locaux ont entrepris dernièrement quelques actions non coordonnées pour briser l'isolement de ces zones frontalières.



## Les acteurs internationaux, promoteurs majeurs de la stabilisation

Depuis dix ans, ces zones frontalières ont été en partie pacifiées et stabilisées. Les populations qui partagent ces territoires expriment à présent très largement un semblable désir à entrer dans l'Union européenne (UE)<sup>[1]</sup>. En 2003, les États membres de l'UE avaient convenu que « *l'avenir des Balkans est dans l'Union* »<sup>[2]</sup>. Après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie aux organisations euro-atlantiques (OTAN en 2004, UE en 2007), toute autre option pour ces pays désormais entourés d'État membres de l'OTAN et de l'UE est devenue une hypothèse plus qu'incertaine.

La déclaration d'indépendance du Kosovo en 2008 –bien qu'elle n'ait pas été reconnue par toute la communauté internationale ni par la Serbie– ainsi que l'ouverture des relations diplomatiques entre la Macédoine et le Kosovo à la suite d'un accord bilatéral sur la délimitation de leur frontière commune –bien que cette démarche de Skopje ait été immédiatement désavouée par Belgrade –, ont contribué à renforcer cette stabilisation. En juin 2011, la KFOR (Forces au Kosovo mises en œuvre par l'OTAN) a officiellement remis à la police des frontières du Kosovo la responsabilité de la frontière que ce pays partage avec la Macédoine. En réduisant ses effectifs et en concentrant ses activités dans le nord du pays en juin 2012, la mission EULEX de l'UE dont la mission consiste à superviser la police et la justice du Kosovo a indirectement pris acte de la nouvelle donne.

Les missions OSCE en Macédoine et au Kosovo ont aussi vu leurs personnels diminuer. Toutefois, le mandat de la mission de l'OSCE à Skopje continue à comprendre le suivi de « *l'évolution du long des frontières entre le pays hôte et la Serbie et celle dans d'autres régions qui peuvent souffrir des retombées du conflit dans l'ex-Yougoslavie, en vue de promouvoir le respect de l'intégrité territoriale et le maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité...* »<sup>[3]</sup>. Par ailleurs, dans le cadre de la Stratégie d'élargissement, l'UE fait référence à « *la nature transfrontière de nombreuses activités criminelles* »<sup>[4]</sup>. Au delà des considérations économiques, les acteurs internationaux, notamment l'UE, demeurent ainsi attentifs au renforcement de l'État de droit et de la gouvernance démocratique qui soutiennent et renforcent la stabilité dans la région.

## Les zones frontalières face à des défis historique et géographique

Les régions frontalières au nord de la Macédoine comprennent les territoires montagneux périphériques et déshérités du massif de *Skopska Tsrna Gora* (Montagne noire de Skopje en macédonien ou *Malet e Karadaku* en albanais) qui s'élèvent sur 50 km de long à la frontière du Kosovo. La population d'ethnie albanaise clairsemée y vit essentiellement

de petites cultures, de l'élevage, et de la coupe de bois. Les habitants, qui ont été beaucoup plus marqués par le conflit de 2001 que les citoyens des vallées, souffrent d'infrastructures défectueuses et vivent largement en autarcie. L'hiver, les villages sont souvent bloqués par la neige. Les écoles sont dans un état de total délabrement. L'accès à l'électricité, que les résidents ont tendance à ne pas payer y est souvent aléatoire. Les services publics y sont pratiquement inexistantes. Seule la police des frontières (composée d'unités mixtes d'ethnie albanaise et macédonienne) mal structurée aux capacités opérationnelles plus que limitées s'aventure parfois profondément dans ces régions qui sont des zones de non-droit, bien que les chefs de guerre, autoproclamés «Commandants» pendant le conflit de 2001, ne disposent plus des moyens pour déstabiliser la région. Ainsi, à la mi 2011, l'un des derniers chefs de guerre encore actif, Xhezair Shaqiri alias « *Commandant Hoxha* », a quitté le village frontalier de Tanouchevtsi qu'il contrôlait.

Les partis politiques (représentant la minorité d'ethnie albanaise), qui sont essentiellement des lobbies à caractère économique et qui dans la pure tradition communiste yougoslave continuent à privilégier les villes par rapport aux campagnes, savent bien manipuler une population marginalisée en jouant sur des préceptes nationalistes. En Macédoine, les institutions nationales que les partis représentant la majorité d'ethnie macédonienne contrôlent encore très largement, sont toujours réticents à considérer ces régions comme partie intégrante de l'État macédonien. Ainsi, un nombre encore substantiel des résidents de ces régions ne dispose toujours pas de documents officiels prouvant leur identité ou/et leur nationalité. De même, la plupart d'entre eux ne dispose pas des attestations de leur propriété.

Depuis 2001, une grande partie de ces populations ont émigré vers les villes. Les populations appauvries et déstructurées restantes sont de plus en plus dépendantes d'une économie illégale transfrontalière centrée sur le trafic de bois de chauffage et la migration clandestine, et dont ils ne sont pas maîtres. La coupe de bois largement illégale « *masque [aussi] des mouvements transfrontaliers illégaux de personnes et de marchandises, y compris les armes* »<sup>[6]</sup>. Les différentes institutions concernées, ministère de l'Agriculture, agences forestières, entreprises privées qui disposent d'une licence et institutions policières, se renvoient dos à dos la responsabilité et n'hésitent pas ouvertement à accuser les autorités centrales et les partis au pouvoir de bénéficier de cette très lucrative activité.

Le trafic illicite de migrants représente aussi par les fonds qu'ils génèrent un facteur de déstabilisation non seulement pour les communautés locales économiquement défavorisées, mais aussi pour les autorités nationales, notamment la police mixte dont les membres peu rémunérés peuvent être facilement tentés par un gain rapide. En 2009, après que l'Espagne et l'Italie aient réussi à réduire le nombre de migrants clandestins transitant par leur territoire, ces derniers, estimés à quelques 40 000 par an, se sont reportés sur d'autres voies d'accès à l'UE, notamment via la Turquie, la Grèce et ensuite la Macédoine. Dans ce dernier pays, les clandestins transitent par la municipalité de Lipkovo, frontalière à la fois du Kosovo et de la Serbie, ce qui leur offre un double choix.

### **Des initiatives pour briser l'isolement**

Depuis le début de l'année 2012, les moyens d'accès à ces régions frontalières se sont nettement améliorés. Certaines routes en terre battue ont été totalement goudronnées, comme l'accès au village de Tanouchevtsi. D'autres ont été rénovées. Plusieurs projets d'ouvertures de nouveaux postes frontaliers ont été officiellement approuvés, conduisant indirectement à une amélioration des routes existantes. Le goudronnage de 1,2 km de la route aboutissant au futur poste frontière de Lojane-Miratovac situé entre la municipalité de Lipkovo et la municipalité de Presevo au sud de la Serbie étant pratiquement terminé, il ne reste plus aux gouvernements de Skopje et de Belgrade qu'à décider la date de son ouverture. Le poste frontière de Belanovce-Stançiq/Stančić, entre la municipalité de Lipkovo et la municipalité de Gjilan/Gnjilane au Kosovo, dont le financement est garanti par l'UE, nécessitera cependant un engagement financier préalable du gouvernement macédonien, pour réaménager les 11 km de chemin de terre y accédant. En facilitant les échanges entre les membres d'une même famille vivant des deux côtés de la frontière, ces nouveaux postes renforceront aussi la crédibilité des institutions aux yeux des populations locales.

Depuis septembre 2011, dans le cadre de l'accord sur la délimitation de leur frontière bilatérale, des patrouilles conjointes composées des polices de frontières de la Macédoine et du Kosovo ont été aussi mises en place pour renforcer « *la confiance entre les deux services de police et les peuples en général* »<sup>[7]</sup>. En juillet 2012, de similaires patrouilles conjointes composées des polices de frontières de la Macédoine et de la Serbie ont vu le jour. Bien qu'elles

aient pas encore été instaurées sur toute la ligne des frontières bilatérales, ces patrouilles conduisent à un échange plus régulier, brisant les résistances de nature historique et socioculturelle.

Le ministère de l'Intérieur de Macédoine a aussi dernièrement porté une attention toute particulière à la lutte contre la migration clandestine. Des opérations de police ont été organisées de manière régulière dans les villages frontaliers où les clandestins trouvent refuge. Plusieurs trafiquants ont été arrêtés, y compris parmi les membres de la police des frontières.

Au travers du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, créé en 1999 à l'initiative de l'UE, dans le but d'instaurer et de renforcer la paix et la sécurité dans la région, des actions transfrontalières ont été mises en place avec succès, notamment dans le cadre de la micro région Gjilan/Gnjilane-Presevo-Kumanovo-Trgoviste (GPKT), qui couvre le territoire frontalier partagé par la Serbie, la Macédoine et le Kosovo. Des mesures pour établir la confiance telles que l'ouverture de nouveaux postes frontières, avaient été proposées. Des *think-tanks* avaient avancé des stratégies, notamment pour développer les échanges transfrontaliers à tous niveaux<sup>[8]</sup>. Cependant, depuis que le Conseil de coopération régionale (CCR) a remplacé le Pacte de stabilité en 2008, les questions frontalières d'ordre pratique n'ont plus été traitées. La Commission européenne a d'ailleurs récemment déclaré qu'elle « attend que le CCR élargisse son rôle de plateforme de coopération régionale en vue de promouvoir des questions importantes pour l'ensemble de la région »<sup>[9]</sup>.

La stabilisation de la frontière entre la Macédoine, le Kosovo et la Serbie reste donc à l'ordre du jour. Comme l'indique récemment le Commissaire de l'UE à l'élargissement, « il est crucial de traiter des problèmes bilatéraux de normaliser les relations, de raffermir la coopération régionale et des bonnes relations de voisinage »<sup>[9]</sup>. Du fait des contrecoups de l'insécurité existante (notamment au travers du développement du crime organisé, de la corruption et des migrations clandestines), il est dans l'intérêt des États occidentaux de continuer à porter attention à la stabilisation des frontières et des zones frontalières. Ceci s'avère d'autant plus nécessaire dans une région où les forces politiques qui sont à base mono-ethnique, n'ont, quant à eux, aucun intérêt politique et électoral à ce que ces questions soient traitées en toute transparence.

#### Notes :

[1] Voir les enquêtes d'opinions réalisées par le *Gallup Balkan Monitor*.

[2] « Sommet UE Balkans occidentaux », PRES/03/163, Thessalonique, 21 juin 2003

[3] « Survey of OSCE Field Operations », SEC.GAL/207/12, 25 octobre 2012, p.18.

[4] « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2012-2013 », *Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil*, Bruxelles, 10 octobre 2012 COM(2012) 600 final, p.5.

[5] « Kosovo National Integrated Border Management Strategy », *EU Integrated Border Management*, 05/KOS01/09/01, Final Draft, Pristina, décembre 2006, p.23

[6] « Macedonia, Kosovo sign agreement on joint border control », *Press release Macedonian Information Agency (MIA)*, Skopje, 1er avril 2011.

[7] Voir par exemple Andrew Sherriff, « Ways Forward for Conflict Prevention and Development in GPKT », Policy Brief de la East West Institute, juin 2005

[9] Štefan Füle, « Policy Enlargement Package 2012 Press conference », , SPEECH/12/717, Bruxelles, 10 octobre 2012.

\* Joe HERZBRUN pseudonyme de l'auteur employé dans les Balkans dans une organisation internationale.

**Vignette :** Borne frontière entre la Macédoine et le Kosovo surplombant le village de Malina Mala dans le massif du Skopska Tsrna Gora , Joe Herzbrun, août 2012.



Retour en haut de page

**date créée**

15/12/2012

**Champs de Méta**

**Auteur-article :** Joe HERZBRUN\*